

Chers membres du réseau de l'ancienne FSFA, chers intéressés,

Comment se fait-il que des acteurs influents de l'IA dans la Silicon Valley prennent part à la campagne électorale américaine ? Quelle pourrait être la raison pour laquelle Elon Musk, qui a soutenu les démocrates lors des dernières élections, prend désormais officiellement parti pour Trump et utilise son réseau social X à cet effet ? Lors de leur entretien sur X le 14.8.2024, Trump et Musk se sont mutuellement félicités, visiblement à leur propre avantage. Selon le quotidien britannique [The Guardian](#), il s'agissait d'un dialogue ennuyeux entre deux egos surdimensionnés (planet-sized egos). Mais il est révélateur. Ci-après, nous éclairons quelques arrière-plans.

Cartel de pouvoir libertaire dans la Silicon Valley

Selon [Politico](#), un journal américain spécialisé dans la politique de Washington, plus de 200 investisseurs, fondateurs de start-up et managers tech soutiennent la candidature de Kamala Harris, conformément à la tradition selon laquelle la Californie, et plus particulièrement la Silicon Valley, vote démocrate. Le fait que les membres d'un réseau milliardaire de capital-risqueurs de la Silicon Valley fassent de la publicité pour Donald Trump a fait sensation. Selon le [Washington Post](#) du 28.7.2024, ils ont réussi à convaincre Trump de la candidature de l'un des leurs, James David Vance, à la vice-présidence. J.D. Vance a été soutenu dans le domaine de l'investissement et de la politique par le magnat de la technologie Peter Thiel. Elon Musk, étroitement lié à Thiel, fait également partie du réseau de la Silicon Valley. Les deux milliardaires de la société de capital-risque de Marc Andreessen et Ben Horowitz se sont eux aussi ralliés à Trump. Tous sont des d'activistes politiques libertariens qui, irrités par l'[Executive Order](#) du président Biden, une première régulation de l'IA (voir à ce sujet l'infolettre [2/2024](#)), et par sa position réservée dans l'industrie de la cryptographie, ont viré plus à droite. Comme l'a rapporté l'[Associated Press](#) fin juillet 2024, Trump a promis, immédiatement après l'entrée en vigueur de l'Executive Order le 30.10.2023, qu'il l'annulerait immédiatement s'il était élu président.

Que se passe-t-il chez OpenAI ?

En septembre, la directrice de la technologie Mira Murati a quitté l'entreprise, ainsi que deux développeurs d'IA en chef, Bob McGrew et Barret Zoph (information de [CNBC](#), agence de presse internationale), ce qui a provoqué un petit séisme. Ces départs sont-ils liés à la dernière ronde de financement d'OpenAI ? Apparemment, OpenAI a réussi à acquérir 6,6 milliards de dollars US supplémentaires, comme l'a rapporté l'agence [Reuters](#) le 3.10.2024. Les investissements, principalement de Microsoft et nouvellement de Nvidia, seraient liés à des restructurations vers une entreprise à but lucratif. Le profit avant la sécurité ? Les premiers départs ont eu lieu auparavant. [Dario et Daniela Amodei](#), frère et sœur renommés, ont quitté OpenAI dès la fin 2020 et ont fondé en 2021 la start-up [Anthropic](#), une entreprise concurrente d'OpenAI plus axée sur les questions de sécurité. En mai 2024, [Ilya Sutskever](#) et [Jan Leike](#), deux responsables de la sécurité des applications d'IA, ont quitté l'entreprise. Ilya Sutskever a fondé la start-up Safe Superintelligence, Jan Leike a rejoint Anthropic. En août, on a appris que l'un des cofondateurs d'OpenAI, [John Schulman](#), a rejoint également le concurrent Anthropic.

Réglementations en Californie ?

En septembre 2024, le Parlement californien a adopté un projet de loi important, [State Bill \(SB 1047\)](#). Selon la loi californienne, un projet de loi n'aura force de loi que si le gouverneur, actuellement Gavin Newsom, ne s'y oppose pas. Celui-ci a toutefois mis son veto, justifiant sa décision – selon le rapport de [KQED](#), une entreprise de médias à but non lucratif basée en Californie – par le fait qu'il n'est pas opposé à la régulation de l'IA et qu'il a déjà promulgué plus d'une douzaine de lois sur l'IA concernant des risques spécifiques. Le projet de loi actuel aurait obligé les grandes entreprises d'IA à tester la sécurité de leurs modèles avant de les rendre accessibles au grand public. Il s'agirait en outre de garantir qu'un modèle puisse être désactivé en cas d'urgence. Des critiques à propos du projet de loi ont été émises par quelques grandes entreprises de technologie, notamment par Sam Altmann, CEO d'OpenAI, comme il est mentionné dans une [lettre ouverte](#) adressée au gouvernement californien et signée par deux anciens collaborateurs d'OpenAI. Selon [Politico](#), des objections sont également venues du milieu démocrate. On a fait valoir qu'une régulation trop rigoureuse nuirait à la Silicon Valley, car les géants de la technologie pourraient quitter la Californie. Il faudrait donc une régulation nationale.

Avec nos salutations les meilleures,
Pour le réseau de l'ancienne FSFA : Hanna Muralt Müller

Nouveau droit de la protection des données : Si vous ne souhaitez plus recevoir cet e-mail, veuillez me contacter !